

Dans ce numéro: E. GLESINGER: Tendance de l'évolution de l'utilisation du bois en Europe. — L. BOURGENOT: Les plans d'aménagement ou plans de gestion adaptés aux conditions particulières de la forêt privée (2^e partie). — J.-F. DEBAZAC: L'aire spontanée du pin de Salzmann en France. — R. LEBRUN: Aperçu sur les débouchés actuels du bois de Douglas. — R. TOMASSONE: Méthode graphique de calculs de la moyenne et de l'écart type d'une distribution normale - test de normalité. — Il y a cinquante ans: Le Brigadier ROLLAND.

TENDANCE DE L'ÉVOLUTION DE L'UTILISATION DU BOIS EN EUROPE

PAR

E. GLESINGER

Directeur de la Division des Forêts et Produits Forestiers
de l'Organisation des Nations Unies
pour l'Alimentation et l'Agriculture

M. E. GLESINGER, *Directeur de la Division des Forêts et Produits Forestiers de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture*, a prononcé récemment, à la cinquième journée tripartite du bois à Locarno, une conférence d'un grand intérêt.

Nous le remercions de nous autoriser à reproduire cette conférence dans notre revue.

Nous remercions également M. l'Ingénieur Principal des Eaux et Forêts MAHEUT, qui a bien voulu se charger de faire du texte original — en allemand — cette excellente traduction.

Le Comité de rédaction.

Tendances fondamentales jusqu'à nos jours

Pour la période de 50 ans qui va du début de la première guerre mondiale à nos jours, les tendances de l'utilisation du bois en Europe (au sens de l'O.N.U. et de la F.A.O., c'est-à-dire l'ensemble géographique englobant tous les Pays, de l'Océan Atlantique à la frontière russe) peuvent se caractériser en trois points:

a) la consommation de bois d'œuvre et d'industrie est passée progressivement de 140 à 245 millions de m³ environ.

b) cette augmentation de 105 millions de m³ environ, soit 78 %, est très nettement inférieure au coefficient d'expansion de l'en-

semble de l'économie européenne; en 50 ans, l'activité économique s'est accrue de 140 % et l'indice d'expansion est encore nettement plus élevé dans les secteurs de l'énergie, de l'acier et du ciment.

c) la consommation de bois de chauffage est en recul constant et tombe, pendant la période considérée, de 140 à 100 millions de m³: actuellement elle représente le tiers de l'ensemble des exploitations, ce qui est encore beaucoup trop élevé; aussi, ces produits pourront peut-être constituer une précieuse réserve permettant de faire face à la pénurie de bois d'œuvre et d'industrie, sans avoir recours à des exploitations abusives.

Une observation plus attentive nous montre que cette chute relative de la consommation du bois a commencé plus précisément à la fin de la dernière guerre mondiale. De 1913 à 1938, l'ensemble de la production et la consommation de bois d'œuvre et d'industrie montèrent à peu près parallèlement de 25 % environ. Depuis, l'entrée de l'Europe dans un processus d'expansion, jusqu'alors inconnu, a modifié fondamentalement ces conditions, le bois n'ayant pu d'abord participer que d'une manière limitée à cette expansion. Pendant les 25 dernières années, l'activité économique de l'Europe a augmenté de 86 %, alors que l'accroissement de la consommation du bois ne fut que de 41 % pour l'ensemble de l'Europe, et 22 % seulement pour l'Europe de l'Ouest.

Evolution de la consommation pour diverses catégories de produits

En ce qui concerne la *construction des logements*, les statistiques montrent qu'en 1937, pour l'ensemble de l'Europe, 1 million d'unités d'habitation furent réalisées nécessitant 15 millions de m³ de sciages, soit une moyenne de 15 m³ par habitation. En 1960, 6,5 m³ de bois de sciage seulement furent nécessaires par unité d'habitation; mais comme en même temps la construction d'habitations connut un essor extraordinaire, la consommation de bois de sciage s'élevait néanmoins à 17,5 millions de m³; il n'en demeure pas moins que pour construire 3 fois plus de logements, la consommation de bois n'a été supérieure que de 15 % à ce qu'elle était 25 ans plus tôt.

Des reculs analogues sont constatés dans les autres secteurs de la construction, et plus particulièrement dans les *constructions industrielles* (superstructure et infrastructure) et dans les *constructions agricoles*. Dans ce secteur, le taux d'accroissement fut au moins égal à celui de l'activité économique générale et augmenta de 65 % entre 1950 et 1960. La consommation de bois de sciage de ce secteur ne monta toutefois que de 28 à 34,5 millions de m³, soit environ 20 %.

Une légère compensation résulte d'une utilisation plus intensive des *produits à base de papier, et des panneaux*, dont l'équivalent

bois rond pour toutes les branches d'activités de la construction, a été multiplié par 3. En 1960, 15 millions de m³ de bois rond furent utilisés sous cette forme, ce qui représente un peu plus de la moitié de la perte relative subie par les sciages dans ce secteur depuis le début de la guerre.

Pour le bois de mine et les traverses de chemin de fer, la régression est encore plus importante parce qu'elle résulte à la fois du recul du bois par suite d'économies dans son emploi et de son remplacement par d'autres matériaux et d'une récession dans ce secteur d'utilisation. En effet, en 1960, les besoins de charbon de l'Europe n'étaient guère supérieurs que de 15 % à ce qu'ils étaient au début de la décennie et, pendant la même période, la longueur du réseau ferré n'a subi pratiquement aucune modification ; comme en même temps l'acier et le béton furent plus largement employés dans les mines et les chemins de fer, l'équivalent bois rond des traverses et des étais de mines fut de 25 millions de m³ environ, soit 1 million de moins qu'en 1950.

Une 3^e catégorie d'emploi est particulièrement intéressante : *les produits d'emballage*. A l'exemple de l'Amérique, la généralisation des méthodes modernes d'emballage au cours des 50 dernières années est une des caractéristiques les plus visibles de l'expansion économique européenne et de l'augmentation du bien-être. Dans ce secteur, le bois a pu se tailler la « part du lion », plus particulièrement sous forme de cartons, de papiers d'emballage et de panneaux. L'équivalent bois rond de tous les emballages issus du bois avoisine 43 millions de m³, soit une augmentation de 70 % depuis 1950. La caisserie et autres formes d'utilisation des sciages, qui, à la fin de la guerre représentaient la moitié de cet ensemble, sont tombées à 40 %, par contre, les emballages de papier et de carton et les panneaux de toutes catégories ont plus que doublé. Si un recul dans l'utilisation des sciages est aussi constaté dans ce secteur, il résulte de l'usage d'autres matériaux à base de bois qui présentent l'avantage d'être moins coûteux, moins exigeants en matière première, et d'être plus rapidement fabriqués.

L'indice de consommation pour le papier d'impression et d'écriture s'était élevé, de 1950 à 1960, à 210 et cette augmentation a eu un rythme plus rapide que celui de l'accroissement total de l'économie européenne.

Donc le développement selon les catégories fut tantôt bon ou tantôt mauvais, mais au total les gains, bien que parfois spectaculaires dans certains secteurs, ne purent de très loin compenser les pertes absolues ou relatives subies dans les autres secteurs.

Si, au cours de la décennie le bois à papier a connu un accroissement de 120 %, par contre celui-ci se limite à 25 % pour les bois de sciage ; ces bois représentent encore plus de la moitié des bois d'œuvre et d'industrie, et les bois à papier et les chutes em-

ployées pour la fabrication du papier et des panneaux, le tiers seulement, il n'en résulte finalement qu'une augmentation de la consommation de 40 %.

La différence entre l'indice de développement global (165) et l'indice de consommation du bois d'œuvre et d'industrie (140), permet de chiffrer approximativement le recul subi entre 1950 et 1960. Il est donc non seulement nécessaire de savoir et de comprendre ce qui s'est passé, mais également de rechercher si une modification de la tendance est possible, et quelles mesures sont requises dans ce but.

Questions fondamentales

Trois questions fondamentales sont à élucider.

1° L'économie forestière et l'économie du bois doivent-elles avoir le même rythme d'expansion que l'activité économique générale?

2° Un tel parallélisme entre l'économie et l'utilisation du bois est-il techniquement possible et compatible avec les intérêts de l'ensemble de l'économie européenne?

3° Quelles furent les causes essentielles du recul relatif du bois constaté au cours des 25 dernières années?

Activité économique générale et consommation du bois d'œuvre et d'industrie

Un recul constant, même lent, de la consommation de bois, présente non seulement une menace sérieuse pour l'économie forestière et pour l'économie du bois, mais serait également, à la longue, difficilement conciliable avec les objectifs d'une saine politique économique et sociale des Etats européens. Ce serait aussi une erreur que de s'opposer au processus de l'expansion économique, car la satisfaction des besoins individuels et nationaux doit être le but final de toute activité. Les richesses naturelles doivent servir à atteindre cet objectif et les utiliser toutes à la fois est le rôle de la technique et de l'économie. Cela vaut, aussi bien pour le bois que pour les produits alimentaires, le pétrole, les richesses minérales.

Il est courant dans le Monde entier d'entendre les économistes, les hommes d'état et les techniciens proclamer leur amour de la forêt, et témoigner de leur désir de mettre en œuvre tout ce qui est nécessaire à sa conservation et à son amélioration; cependant, partout les gaspillages et les dévastations de forêts n'ont cessé que lorsque ministres des finances, banquiers et industriels ont découvert que la forêt constituait une importante source de matières premières, qu'elle pouvait fournir un appoint considérable à la pro-

duction industrielle, au plein emploi et au revenu national. Mais, si les revenus de l'exploitation de la forêt diminuent, si elle n'est plus une source de revenus et que des difficultés de débouchés se présentent, alors il ne se passe guère de temps avant que les budgets nationaux et les intérêts privés ne considèrent comme impossible la mise sur pieds des mesures nécessaires pour maintenir et augmenter son rôle protecteur et ses capacités de production. Dans de telles circonstances, l'économie de la forêt et l'économie du bois auraient bien des difficultés à participer à l'élaboration des directives concernant la politique économique nationale et internationale.

Cependant, il ne faut nullement soutenir que le développement de l'usage du bois doit toujours suivre exactement le rythme de l'activité économique générale. Des variations en plus ou en moins sont inévitables, essentiellement parce que la consommation totale de bois d'œuvre et d'industrie est la somme des consommations dans les différents secteurs d'utilisation qui suivent chacun leurs propres lois. Ce serait aussi une conclusion erronée de croire que la tendance des dernières années, pendant lesquelles la construction de maisons a augmenté à peu près 10 fois plus vite que l'utilisation du bois dans ce secteur, soit irréversible. En effet, si cette tendance se maintenait, cela conduirait tout simplement à la disparition complète du bois dans la construction des logements. Si l'économie de la forêt et l'économie du bois veulent s'opposer aux conséquences directes et indirectes de ce recul, elles ne le pourront qu'en rapprochant dans toute la mesure du possible l'indice de la consommation du bois de celui de l'économie générale.

Economie et utilisation du bois

La deuxième question posée, le parallélisme entre l'économie et l'utilisation du bois, nécessite l'examen de la consommation d'un point de vue technique. Il faut d'abord admettre que le remplacement du bois, d'abord dans le secteur de l'énergie et du chauffage, maintenant dans celui de la construction, et certainement à l'avenir dans d'autres secteurs, est une conséquence souhaitable du progrès technique auquel on ne doit pas s'opposer.

Pour le bois, comme pour tous les autres secteurs d'utilisation, le progrès technique apporte des améliorations et des modifications que les producteurs avertis doivent connaître et accepter, quand bien même elles aient pour conséquence un amoindrissement des débouchés. La régression de l'utilisation du bois dans la construction et les autres secteurs tient à ce fait et aussi, en Europe et en Amérique du Nord, à ce que jusqu'à une époque récente, le bois avait été utilisé avec prodigalité. Des économies étaient donc justifiées de même que, dans certains cas, le remplacement du bois par les métaux et le ciment. L'évolution la plus caractéristique vient de l'emploi, au

lieu de sciages, des panneaux de fibres et de copeaux et des contre-plaqués, et, pour les emballages, du papier et du carton. Ce serait faire preuve, sur le plan économique d'un conservatisme fautif que de vouloir défendre les sciages contre la concurrence d'autres produits de la forêt, quand ceux-ci sont meilleurs et moins chers. Il appartient à la recherche sur le bois et à la vulgarisation de trouver et de recommander les mesures adéquates.

Il serait absolument faux de vouloir déterminer l'importance et les tendances futures de l'utilisation du bois en se basant sur cette évolution technique. Si en effet la diminution de l'utilisation du bois était une conséquence du progrès, on devrait constater que les pays primitifs utilisent plus de bois que ceux qui sont industriellement évolués, or, en fait, on constate exactement le contraire : en Europe et en Amérique du Nord 20 % de la population mondiale utilisent plus de 40 % des exploitations annuelles, alors que les 70 % de la population mondiale vivant en Amérique latine, en Asie ou en Afrique (la Chine et l'U.R.S.S. exclues) en emploient seulement 35 %. Parmi les états industriellement évolués, l'Amérique du Nord (U.S.A. et Canada) et la Suède ont les plus fortes consommations qui s'élèvent à 1,6 ou 1,7 m³ par habitant, dépassant ainsi largement la moyenne européenne qui s'établit à 0,5 m³; on pourra évidemment objecter que ces 3 pays sont particulièrement riches en bois, et que leur consommation se trouve conditionnée par cette situation particulière; il n'en resterait pas moins que cette importante consommation n'a absolument pas gêné le développement technique, bien au contraire, puisque ces pays en sont à l'avant-garde aussi bien dans la construction que dans les autres secteurs; un besoin de 10 m³ par unité d'habitation ou de 0,5 m³ de sciage par habitant est donc parfaitement compatible avec une technique moderne; l'examen de la situation des pays modernes qui ne disposent pas de ressources importantes en bois permet également une constatation importante puisque l'Angleterre, l'Allemagne et la Suisse utilisent de 0,62 à 0,66 m³ de bois d'œuvre et d'industrie par habitant, alors que tous ces états doivent avoir recours à l'importation (90 % pour l'Angleterre), tandis que la Yougoslavie, malgré une certaine richesse en forêts, n'en utilise que 0,3.

On peut donc affirmer en se basant sur plusieurs années d'observations que, dans certaines limites, un revenu national élevé et une importante consommation de bois vont de pair..

En même temps que les pays se développent techniquement et économiquement, la consommation de bois augmente. Pour les pays pauvres, industriellement sous-développés et dont le revenu individuel est inférieur à 500 dollars par an, cette augmentation est toujours beaucoup plus rapide que celle du revenu national. L'exemple de l'Union Soviétique montre d'une manière particulièrement saisissante à quel point cette augmentation peut être ra-

pide dans ce cas. Entre 1913 et 1960, la consommation de bois d'œuvre et d'industrie s'y accrut de 170 millions de m³ (de 180 à 250 millions de m³) et le quota par habitant, de 0,5 à 1,2 m³; de même, dans les pays socialistes de l'Est européen, l'industrialisation fut liée à une augmentation importante de la consommation de bois d'œuvre et d'industrie, à tel point que, dans tous ces pays, des mesures durent être prises pour réduire la consommation de bois en introduisant, systématiquement, des matériaux de remplacement. L'hypothèse suivant laquelle le besoin absolu et relatif de bois tombe avec les progrès économiques et techniques est donc démentie par les faits. Depuis plusieurs années, et dans toutes les régions du monde, au contraire, on constate en général que l'utilisation de bois d'œuvre et d'industrie progresse en même temps que le développement économique.

Etude des besoins en bois

La F.A.O. poursuit des études systématiques dans toutes les parties du monde, pour évaluer l'augmentation de la consommation dans les 10 à 20 prochaines années. Les enquêtes qui ont été publiées jusqu'ici sont essentiellement basées sur deux « Timber Trends Studies », portant sur la période 1950-1960 (sous la Direction du Professeur Tromp de Zurich) et 1960-1975.

Les prévisions pour la période 1950 et 1960 ont pu être récemment vérifiées; d'après les données statistiques de l'année 1960, les évaluations se sont révélées assez proches de la vérité. Le taux d'accroissement de l'économie européenne avait été sous-évalué de 10 % de telle sorte que les prévisions, pour l'utilisation du bois en 1960 furent trop faibles de 10 à 15 %. Les prévisions qu'avait établies la F.A.O. étaient entièrement opposées aux suppositions générales, et en 1953 on reprochait aux « Timbers Trends Studies » d'être beaucoup trop optimistes et d'avoir publié des chiffres élevés et injustifiables; l'expérience acquise lors de la première étude a été mise à profit pour la conduite des nouvelles enquêtes dont les résultats pourront probablement être communiqués à la fin de cette année. Les quelques renseignements qui vont être maintenant donnés ne doivent donc être considérés que comme provisoires.

Les tendances du développement pendant la période 1960-1975 semblent devoir être sensiblement les mêmes que pour la période antérieure; la consommation de bois continuera donc à monter plus lentement que l'activité économique générale et pour le bois d'œuvre et d'industrie une évolution se fera en faveur du papier, des panneaux et autres produits fabriqués avec des bois de faible dimension, aux dépens des bois de forte dimension. Cette évolution apparaît d'ailleurs techniquement et économiquement souhaitable.

Il est probable que dans les 10 ou 20 prochaines années, l'augmentation de la consommation de bois ne sera que de 5 à 7 %, alors que la production globale augmentera de 10 %. Pendant combien de temps peut-il et doit-il en être ainsi ?

La demande pour le papier d'impression et des produits d'emballage croîtra à un taux au moins équivalent à celui de la production globale ; ce sera le même cas pour les logements, y compris les aménagements intérieurs et les meubles. L'industrie et l'agriculture auront un taux d'accroissement qui ne peut être qu'à peine inférieur à celui de la production globale ; si l'augmentation de la consommation de bois continue à s'accroître beaucoup plus lentement, cela ne peut qu'amener à une lente disparition du bois, non seulement dans la construction, mais même, dans un proche avenir, dans le secteur du papier où jusqu'ici le bois jouissait d'un monopole, au moins en Europe et en Amérique.

Il n'est donc pas exagéré de parler du danger d'une lente disparition du bois au profit d'autres matériaux : il suffit de penser à l'importance du recul qui a eu lieu au cours des 25 dernières années. La moyenne de 6,5 m³ de sciage par habitation ne peut guère baisser. La limite est bien près d'être atteinte comme le prouve le fait que la Suède, qui utilisait autrefois 5 fois plus de sciages que l'Italie, par habitation, n'en utilise plus aujourd'hui que 3 fois plus.

Si le remplacement du bois cesse, cela entraînera d'abord une stabilisation de l'emploi du bois dans les logements et l'ameublement, puis le développement sur un rythme égal de la consommation du bois et de l'économie générale. Les besoins en bois d'œuvre et d'industrie ne pourront à la longue être couverts uniquement par les produits de faible dimension. La consommation de sciages de bois d'ébénisterie et de contreplaqués doit monter avec un taux peu différent, entraînant une tendance correspondante pour la consommation du bois de forte dimension ; il est également intéressant et fécond d'étudier, pour la satisfaction des besoins futurs, les différentes catégories telles que : bois de forte dimension, de faible dimension, déchets, ainsi que bois tendres, bois durs, bois tropicaux.

Causes du recul relatif du bois depuis 1938

Dans de nombreux pays européens, l'utilisation du bois se faisait avec prodigalité ; certaines réductions étaient donc nécessaires et normales. Les développements techniques, les nouvelles matières premières et la publicité pour l'usage d'autres matériaux ont certainement joué un rôle, mais ne sont cependant pas des facteurs déterminants. Il apparaît que la cause essentielle de la régression du bois tient au fait qu'il était trop rare et trop coûteux, et qu'il l'est certainement encore.

C'est une vérité de la Palice et l'a.b.c. de tout processus économique; elle peut être comprise très simplement dans le cas de l'utilisation du bois en Europe. Remarquons en effet que, sans introduction massive de matériaux de remplacement depuis 1938, les besoins en bois auraient atteint en 1960, 315 millions de mètres cubes, soit 70 millions de plus que ce qui a été effectivement employé. On se demande comment auraient pu être obtenues ces quantités supplémentaires d'autant plus qu'il se serait surtout agi de bois de fortes dimensions.

La rareté et les prix rétablissent l'équilibre entre l'offre et la demande et conduisent à une plus large utilisation d'autres matériaux. On ne doit jamais perdre de vue que l'évolution technique et même la recherche sont sous la dépendance directe des facteurs économiques.

Cette interprétation est confirmée par le fait qu'en Europe, bien qu'en général les connaissances et les procédés techniques y soient équivalents, subsistent toujours des différences considérables dans la consommation de bois. Si on emploie beaucoup plus de bois par habitation ou par dollar — exportation en Suède ou en Angleterre où il y a cependant d'importantes industries métallurgiques — qu'en Italie ou en Espagne par exemple, cela est dû à ce que dans ces pays le bois est plus facile à obtenir et relativement moins coûteux que dans le Sud de l'Europe. L'importance de ce point de vue est encore confirmée par le fait que le bois d'œuvre et d'industrie disponible, qu'il ait été produit dans les forêts européennes ou importé, a toujours trouvé des débouchés malgré le recul de l'emploi du bois depuis 1938, abstraction faite de quelques fluctuations de faible durée. L'introduction rapide de matériaux de remplacement et la diminution de la consommation de bois ont d'ailleurs été stoppées quand des quantités de bois suffisantes furent offertes sur le marché pour faire face aux besoins.

Cette observation constitue le nœud du problème et il en résulte que la responsabilité des tendances futures de la consommation de bois en Europe repose en premier lieu sur les forestiers, les hommes d'Etat et les économistes qui sont en mesure de déterminer le niveau de la production forestière de demain. Bien entendu, la recherche et la propagande auront également leur part de responsabilité car il serait aussi insensé de produire du bois, qui ensuite ne trouverait pas de débouchés, que de créer par la propagande une demande de bois qui ensuite ne pourrait être satisfaite à cause d'un manque de matières premières.

Nouvelle orientation de la politique forestière

Les considérations précédentes impliquent une orientation intégralement nouvelle de la politique forestière. Jusqu'ici, le but fondamental de tous les aménagements forestiers était de maintenir le

capital ligneux, et en même temps d'augmenter et d'améliorer régulièrement la production annuelle; ces plans d'aménagements déterminaient l'offre sans tenir compte de la demande. A l'avenir, il sera absolument nécessaire de prévoir une augmentation constante et rapide de la production de la forêt basée sur des prévisions d'utilisation à longue durée, et cela va sans dire, tout en maintenant le capital forestier; en d'autres termes, la production de bois doit s'adapter aux nécessités nationales. Il faut complètement renoncer à l'idée de voir, à l'opposé, l'usage du bois s'adapter à la production. Les superficies et les plans d'aménagements doivent donc être ajustés à cette demande future, et il ne faut pas perdre de vue que cette demande peut baisser si les prix montent.

L'O.E.C.E. pense que l'activité économique de ses Membres doit être en 1970 50 % plus élevée qu'en 1960. On peut aussi admettre d'une manière tout à fait générale, qu'elle double tous les 15 ou 20 ans en Europe comme dans le reste du monde. Nous devons donc maintenant nous poser la question de savoir s'il est concevable et pratiquement possible de doubler tous les 15 ou 20 ans l'approvisionnement de bois de l'Europe, ou même encore l'augmenter plus substantiellement.

Augmentation de la production de bois

Une telle expansion ne peut être que difficilement obtenue dans les 15 à 20 prochaines années. D'après la nouvelle « timber trends study », une augmentation de la consommation de bois d'œuvre et d'industrie de plus de 100 millions de mètres cubes doit être prise en considération; mais cela ne représente que 35 à 40 % de la consommation de 1960 et implique donc que dans les prochaines années, l'usage du bois n'augmentera encore que moitié moins rapidement que la production globale. Pour les sciages, cette étude admet que le coefficient d'augmentation atteindra seulement 1/6 de celui de l'ensemble de l'économie.

La fourniture de ces 100 millions de mètres cubes supplémentaires au cours des 15 prochaines années posera déjà de sérieux problèmes. Une telle élévation de 100 millions de mètres cubes demandait dans le passé 50 ans, et cela n'était possible qu'en ayant recours à des réserves visibles ou cachées. Ces réserves se trouvaient dans les forêts dont le capital et l'accroissement étaient sous-estimés et également dans le bois de feu, les déchets de toute nature, les produits d'éclaircie ou les plantations diverses qui échappent à la statistique ou n'étaient pas utilisés industriellement; on peut difficilement admettre qu'il subsiste encore suffisamment de ces réserves pour renouveler une telle augmentation dans les 10 ou 15 prochaines années. Même s'il est possible de couvrir les besoins évalués par la F.A.O. pour 1975, cela implique que le remplace-

ment du bois continuera avec une intensité inchangée. Ainsi, à la fin des 15 prochaines années, la moyenne européenne par unité d'habitation serait tombée de 6,5 à 5,3 m³. Par contre, si on veut mettre un terme au recul du bois, cela implique un développement parallèle de l'emploi du bois et de l'activité économique.

Qu'est-ce que cela signifie? Actuellement, la consommation de bois s'établit à 240 millions de mètres cubes. En admettant que le remplacement du bois continue, les besoins seraient couverts en 1975 par 320 ou 350 millions de mètres cubes. Par contre, si la propagande en faveur du bois a du succès, comme on ose l'espérer, il faudra faire face à des chiffres beaucoup plus élevés. Sans optimisme exagéré, on peut penser que 6 à 700 millions de mètres cubes seraient nécessaires vers l'an 2000, et que dans 60 ou 70 ans, les besoins européens atteindraient le milliard de mètres cubes.

Ces chiffres paraîtront fantastiques et déclencheront des critiques de toutes sortes. Il est clair qu'on ne peut nullement tenter de prophétiser de tels chiffres d'utilisation. Il est parfaitement concevable que la réalité se situe beaucoup plus bas, plus spécialement si les prix du bois restent élevés ou montent encore. Si on est dans l'impossibilité de mettre sur le marché, et en temps voulu, des quantités de bois nécessaires, la consommation de bois continuera à diminuer et ce sera une obligation pour rester dans les limites des possibilités d'approvisionnement.

Si ces chiffres sont avancés et discutés, c'est pour que les forestiers et les responsables de l'économie du bois aient parfaitement présentes à l'esprit l'ampleur et l'urgence d'une nouvelle orientation de la politique forestière.

D'ailleurs, une production européenne annuelle d'un milliard de mètres cubes ou plus n'est pas une impossibilité absolue. Il suffit de penser que la superficie de la forêt est actuellement d'environ 30 millions d'hectares et qu'elle peut être facilement et rapidement augmentée de plusieurs millions d'hectares grâce à des plantations d'essences à croissance rapide — peuplier, eucalyptus, etc... — dont la production peut être évaluée entre 10 et 20 mètres cubes par ha et par an.

A la longue, la couverture des besoins qui croissent linéairement avec le revenu national, est parfaitement concevable, mais il est évident qu'un tel développement nécessite un apport considérable en capital, en surface, et en travail. Cet apport semble actuellement parfaitement possible, car on estime généralement, dans les milieux agricoles, que la rationalisation de l'économie rurale, tout en assurant une production accrue, libérera des superficies et des capacités de travail. Tout ceci, certes, demandera du temps, et il faut éviter un hiatus dans l'approvisionnement, car on sait qu'il est plus difficile de regagner le terrain perdu que de maintenir le marché existant.

Augmentation des importations de bois

L'augmentation des importations doit être considérée comme un facteur important de l'économie forestière. Une grande partie du déficit peut être comblée par le Canada et la Russie. Mais il paraît souhaitable que dans le cas d'une politique d'importation, une place importante soit réservée à l'Afrique, à l'Amérique latine, et à certaines régions de l'Asie pour la fourniture de produits finis ou demi-finis.

Des possibilités importantes et nouvelles en résulteraient pour l'industrie du bois et le commerce européens. En effet, on sait que, malgré leurs réserves importantes de bois, ces régions sous-développées sont importatrices de produits en bois de toutes catégories, et il semble que, sauf extraordinaire, cet état de chose doive encore durer longtemps.

En outre, le développement nécessaire de ces régions est gravement compromis par le manque de devises. Vendant trop peu en Europe et en Amérique, elles ne sont pas en mesure de payer les achats indispensables de biens d'équipement; ceci conduit à un recours croissant à l'aide économique, à la stagnation au lieu du progrès, et finalement à la tension politique.

Les fournitures de bois pour les 100 prochaines années peuvent donc ouvrir des débouchés importants, car, contrairement à ce qui se passe pour les denrées alimentaires et les produits industriels qui, en Europe et en Amérique, se heurtent à la concurrence des produits nationaux, des quantités importantes de bois, sous diverses formes, peuvent être importées par l'Europe pour couvrir le déficit prévu et maintenir le marché des produits forestiers dont l'utilisation paraît justifiée sur le plan technique et économique. Ainsi, en Europe, l'économie forestière et les industries du bois pourront avoir le temps nécessaire pour augmenter les ressources locales en matières premières, tandis que les pays sous-développés auront la possibilité d'acquérir des devises au lieu d'en être réduits à une aide.

Ces propositions pour l'élévation de la production par les reboisements et des importations accrues ne doivent pas être acceptées sans un examen approfondi. En effet, nul ne peut garantir que l'utilisation du bois se maintiendra, ou non, parallèle au revenu national. Si ce n'est pas le cas, des importations massives peuvent représenter un grave danger pour l'économie forestière européenne et compromettre sérieusement la rentabilité des reboisements.

Intensification de la recherche et de la propagande en faveur du bois

Il est donc maintenant facile de comprendre que la recherche et la propagande pour le bois sont à la base de toutes les mesures en matière de politique forestière et commerciale. Il est certain qu'il

ne sera pas possible de mettre fin d'un seul coup au recul du bois, mais il est bien évident aussi que les arbres ne poussent pas toujours du jour au lendemain, et que les productions intéressantes des nouvelles plantations ne peuvent guère être attendues avant une vingtaine d'années. De même, l'installation de nouvelles industries et d'organismes d'exportation dans les pays en voie de développement demandera du temps.

Le seul danger immédiat est donc le recul continu de l'emploi du bois. Pour y mettre fin, et pour assurer à l'économie forestière une place convenable dans l'économie européenne, plusieurs mesures essentielles sont requises et doivent être prises immédiatement ; des projets à long terme et prudents ne peuvent qu'être couronnés de succès.

Nous devons à la fois empêcher que le manque de bois ne soit une cause permanente du recul de ce matériau et que le manque des débouchés ne déclenche une crise durable dans l'économie du bois et de la forêt.

Interdépendance de l'économie forestière et de l'économie du bois

L'historique de l'usage du bois en Europe depuis 1938, et plus encore les perspectives pour les 50 ou 100 prochaines années, mettent en évidence les liens qui existent entre l'économie forestière et l'économie du bois. Le maintien des positions économiques, sociales et politiques des industries du bois et de la forêt dépend de la possibilité de produire suffisamment de bois et de produits forestiers à des prix concurrentiels pour couvrir, aussi complètement que possible, les besoins croissants des prochaines années. Maintenir les peuplements forestiers, stabiliser les marchés et les échanges ne suffisent plus. Une politique qui se contenterait de maintenir les besoins et la production au niveau qui sera atteint dans 10, 20 ou 50 ans, appartient définitivement au passé. Sur un continent où la production globale double tous les 20 ans, l'économie de la forêt et l'économie du bois ne peuvent survivre qu'en cherchant à rapprocher, autant que faire se peut, le rythme de sa production et de ses débouchés de celui de l'économie générale.
